

Carrefour 12/11/69

Pour M. Walter SCHEEL les affaires étrangères ce sont d'abord... les affaires!

C'EST TOUT DE MEME A PARIS que M. Walter Scheel a effectué, le 9 novembre, sa première visite officielle de ministre fédéral allemand des Affaires étrangères. Nécessité fait loi. A la veille de la rencontre ministérielle qui préparait le « sommet » de La Haye, il était nécessaire en route pour Bruxelles, de sonder son interlocuteur (l'adversaire ?) français, à défaut d'accorder des violons désormais discordants.

Cela n'empêchait pas M. Scheel de regarder derrière lui, vers l'Est. Tous les propos qu'il tint avant son départ pour Paris portaient sur les rapports avec l'Est. M. Scheel est anxieux de faire savoir à Moscou qu'il est prêt à négocier puis à signer un traité germano-soviétique de « non-recours à la force », anxieux d'entrer en pourparlers avec Vorsovie, anxieux d'envoyer un « fondé de pouvoir », à défaut d'ambassadeur, dans « l'autre Etat de la nation allemande ». Il ne voit plus d'obstacles à la signature par l'Allemagne du traité de non-prolifération nucléaire. L'Est seul compte. Tout le reste est secondaire à commencer par la France et son Europe...

Qui est M. Walter Scheel? Quel est l'homme dont l'arrivée à la Koblenzerstrasse bouleverse à ce point l'orientation imprimée par Konrad Adenauer à la politique étrangère allemande?

Walter Scheel est le fils d'un manufacturier, au service des manufacturiers. C'est un ministre pour qui les Affaires étrangères ce sont, d'abord, les affaires.

Venu au monde le 8 juillet 1919, au foyer d'un carrossier

de Solingen, la ville allemande de la coutellerie et des aciers spéciaux, il grandit dans une ambiance mercantile, parmi les soucis d'industriels, petits et grands, sur lesquels passaient le marasme, l'inflation galopante, la relance du docteur Schacht puis l'ombre de la guerre. Un stage dans une banque dès son « bachot », le plongeait plus encore dans ce milieu. Le jour le maintint au contact de l'économie, dans les services de l'hôtel Majestic. Démobilisé comme lieutenant de la Luftwaffe, il sera fondé de pouvoir de divers industriels, puis administrateur d'associations industrielles avant d'installer à Dusseldorf, au cœur de la Ruhr, un cabinet de conseiller économique.

Nous sommes en 1953. Walter Scheel milite au parti libéral depuis 1946, soit depuis son retour dans ses foyers. Libéral convaincu, il entend « combattre le socialisme » sous toutes ses formes... Moyennant quoi, il se retrouve, 20 ans plus tard, au pouvoir l'allié des sociaux-démocrates après avoir commencé sa campagne électorale au Kremlin.

La contradiction ne devait pas échapper aux électeurs du parti libéral, que M. Scheel préside depuis janvier. Les résultats de son « ouverture à gauche » sont étonnants : aux élections législatives du 28 septembre, les libéraux perdent 40 % de leurs voix et 19 sièges sur 49.

M. Walter Scheel est un moment abattu :

— *Le parti libéral est le grand perdant, constate-t-il. notre parti sera trop affaibli pour pouvoir contribuer à la formation d'une coalition.*

Mais l'attrait du pouvoir est le plus fort. M. Walter Scheel sait ce qu'il veut. Il a en vue une opération très précise, celle même qu'annonçait son voyage à Moscou. Elle intéresse prodigieusement certains milieux d'affaires. Tout ce que fait M. Walter Scheel intéresse les milieux

d'affaires. Remarquable commis-voyageur, M. Walter Scheel a beaucoup fait pour l'expansion allemande dans le tiers monde, comme président de la commission du Bundestag pour l'aide au Développement, puis comme ministre fédéral de la Coopération économique.

L'aide au développement constitua la spécialité de M. Walter Scheel depuis son entrée au parti libéral. Elle constitue partout une subvention à l'industrie du pays donateur puisque généralement dépensée chez lui. Aider le développement, c'est conquérir les marchés d'Outre-Mer. Aux Affaires étrangères, M. Scheel se lance aujourd'hui à l'assaut du marché vierge numéro un de la planète : celui du bloc communiste. Bonn dote déjà la Chine communiste d'une industrie métallurgique. Pourquoi laisser à la France le marché soviétique?

Joyeux drille, volontiers cynique et fausement candide, rien n'arrête M. Walter Scheel, et surtout pas ses électeurs.

Conservateurs dans l'âme, pleins de méfiance pour la co-gestion et la réforme des entreprises (toutes deux au programme socialiste), les électeurs de M. Scheel lui ont infligé derechef, dans son fief de Rhénanie-Westphalie et singulièrement à Dusseldorf, sa ville, une défaite cinglante aux élections municipales de dimanche dernier, 9 novembre, en reportant leurs voix sur les chrétiens-démocrates.

M. Scheel sera-t-il le fossoyeur du parti libéral?

Il n'en a cure.

L'économie compte à ses yeux plus que la politique et la seconde n'est jamais que le moyen de la première. Cet ennemi juré du socialisme poursuivra, s'il le faut, sous l'étiquette social-démocrate, cette conquête des marchés par l'industrie allemande qui déséquilibre si gravement l'économie de l'Occident.

B. C.